

# **LA CARAVELLE**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social :  
27, Boulevard Merle  
13012 MARSEILLE

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



2, Rue Mahatma Gandhi  
13090 AIX-EN-PROVENCE

Société de Commissaires aux comptes membre de la Compagnie d'Aix-Bastia

# LA CARAVELLE

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social :  
27, Boulevard Merle  
13012 MARSEILLE

## RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

A l'assemblée générale de l'association LA CARAVELLE,

### OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **LA CARAVELLE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### FONDEMENT DE L'OPINION

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Immobilisations » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode de l'amortissement par composant du nouvel immeuble acquis en 2024.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier, et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement

détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 11 juin 2025.

  
**ACN AUDIT,**  
**Alain CERAULO**  
Commissaire aux Comptes associé



# Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	3 360	3 360		307
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions	1 875 518	606 100	1 269 418	394 115
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	93 781	91 075	2 706	2 178
	Autres immobilisations corporelles	976 017	665 271	310 746	331 810
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations corporelles en cours	120 793		120 793	30 793
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	799 000		799 000	799 000
	Créances rattachées à des participations	614 685		614 685	614 171
	Autres titres immobilisés	173 549		173 549	46 840
	Prêts				1 000
	Autres immobilisations financières	100 558		100 558	101 459
<b>TOTAL ( I )</b>		<b>4 757 263</b>	<b>1 365 806</b>	<b>3 391 457</b>	<b>2 321 672</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	268 456	89 291	179 165	10 087
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	274 112		274 112	1 064 855
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	2 500 315		2 500 315	3 651
	<b>DISPONIBILITES</b>	2 525 633		2 525 633	4 044 578
	Charges constatées d'avance	7 742		7 742	11 278
<b>TOTAL ( II )</b>		<b>5 576 258</b>	<b>89 291</b>	<b>5 486 967</b>	<b>5 134 450</b>
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
	<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>	<b>10 333 521</b>	<b>1 455 097</b>	<b>8 878 424</b>	<b>7 456 122</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					716 630
(3) dont à plus d'un an					



# Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	1 064 400	1 064 400
	Fonds propres complémentaires	46 263	46 263
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	1 954 989	1 703 994
	<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	299 601	239 601
	Autres		
	Report à nouveau	303 510	377 950
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 542 672	1 014 034
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>784 233</b>	<b>705 292</b>
	<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>5 696 068</b>	<b>4 911 934</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	12 809	13 570
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>12 809</b>	<b>13 570</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>5 708 877</b>	<b>4 925 505</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	832 500	787 193
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	<b>832 500</b>	<b>787 193</b>
Provisions	Provisions pour risques	370 000	370 000
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>	<b>370 000</b>	<b>370 000</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	526 671	55 285
	Emprunts et dettes financières divers	11 910	11 730
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	420 020	391 008
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	890 992	812 458
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	34 713	31 635
	Produits constatés d'avance	82 740	71 310
	<b>Total des dettes</b>	<b>1 967 047</b>	<b>1 373 425</b>
	Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>8 878 424</b>	<b>7 456 122</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		784 233,25	705 292,33
(1) Dont à moins d'un an		1 487 629	1 373 425
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		1 257	1 750



**Etats financiers au 31/12/2024**

# **Compte de Résultat**

# Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	2 175 320	2 151 075
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	8 410 299	7 873 949
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	dont c.f. des autorités de tarification relatives aux act. soc. et médico-sociales		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	290 222	159 981
	Utilisations des fonds dédiés	787 193	789 693
	Autres produits	153 862	103 514
<b>Total des produits d'exploitation</b>		<b>11 816 896</b>	<b>11 078 213</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	3 913 395	4 098 369
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	457 277	320 737
	Salaires et traitements	3 885 497	3 614 056
	Charges sociales	1 594 398	1 363 599
	Dotation aux amortissements et dépréciations	182 388	153 907
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	832 500	787 193
	Autres charges	46 530	29 652
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>10 911 985</b>	<b>10 367 513</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>904 911</b>	<b>710 700</b>

# Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>904 911</b>	<b>710 700</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation		1 283
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	37 654	2 824
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>		<b>37 654</b>	<b>4 107</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	9 226	1 850
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>		<b>9 226</b>	<b>1 850</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>28 428</b>	<b>2 257</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>933 339</b>	<b>712 957</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion	1 500	
	Sur opérations en capital	861	18 222
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>2 361</b>	<b>18 222</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion	136 802	13 132
	Sur opérations en capital	6 340	12 754
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>143 142</b>	<b>25 887</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>(140 781)</b>	<b>(7 665)</b>
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		8 325	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>11 856 911</b>	<b>11 100 542</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>11 072 678</b>	<b>10 395 249</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>784 233</b>	<b>705 292</b>
Part du résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>			
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>			





## Etats financiers au 31/12/2024

**ANNEXE**

## Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux principes définis par le règlement n° 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des activités sociales et médico-sociales.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le bilan de l'exercice présente un total de **8 878 424** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **11 856 911** euros et un total **charges** de **11 072 678** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **784 233** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Concernant les méthodes d'évaluation, nous avons effectué un changement de méthode par l'application de l'amortissement par composants concernant des acquisitions immobilières.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 27/03/2025 par le conseil d'administration.

Créée en 1979 l'association La Caravelle s'est donnée comme but l'Aide aux personnes en difficultés morales et/ou matérielles, et comme missions l'hébergement, la protection et l'accompagnement des personnes en difficultés. Depuis plus de quarante ans, partenaire des pouvoirs publics, et en particulier des services de l'Etat, du Département des Bouches du Rhône et de la Ville de Marseille, La Caravelle a mis en place une quinzaine d'établissements diversifiés au gré des besoins sociétaux sur notre zone d'action. Le développement de son parc d'hébergement repose sur des partenariats très étroits avec les bailleurs sociaux du département.

Successivement étendue à la protection de l'enfance en 2000 et l'accompagnement des demandeurs d'asile en 2003 l'Association n'a cessé de se diversifier pour exercer ce jour son action sur 4 thématiques de besoins sociaux : L'Hébergement en vue d'une Insertion Sociale et Professionnelle, La protection de l'Enfance avec un internat et un service d'accueil familial, L'accompagnement de Demandeurs d'Asile avec l'HUDA et le CADA et désormais l'hébergement d'Urgence avec les établissements dédiés aux femmes victimes de violences et menacées, l'accueil périnatal, l'accueil des Ukrainiens et le dispositif de substitution à l'hébergement hôteliers.

## Règles et Méthodes Comptables

Ce développement s'est accompagné d'un renforcement général des services supports et d'une professionnalisation dans tous les domaines.

### Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice :

L'Année 2024 aura été marquée pour La Caravelle par de multiples projets et transformations.

Avec le soutien des pouvoirs publics et répondant aux nouveaux besoins de réactivité dans les flux de personnes accueillies l'Association a saisi l'opportunité d'une acquisition foncière importante à proximité immédiate du Siège qui a permis le regroupement des équipes intervenant sur l'HUDA et le CADA. Un prêt contractualisé avec un nouveau partenaire bancaire, le Crédit Coopératif a permis la finalisation de l'opération. Les équipes ont, après un chantier de mise en conformité, intégré dès l'Automne ce nouveau lieu de travail.

Le travail de recherche d'un repreneur pour les locaux de la rue Canada a été engagé. Nous l'espérons le finaliser en 2025.

L'établissement du CPH de l'Etang est entré dans une phase de croisière après son installation en 2023. Il est complet et produit ses premiers effets d'insertion de réfugiés.

Le projet de développement d'une plateforme d'achats au service des opérateurs de l'hébergement a obtenu un financement de la part de la métropole. L'embauche d'un chargé de développement est finalisée pour une prise de poste dans les premiers jours de 2025.

Le Service d'accueil Familial reste dans une dynamique de croissance avec une demande de renforcement de la part de l'autorité de tutelle, l'Aide Sociale à l'Enfance.

L'activité de l'Association financée sur le BOP177 de l'Etat est en développement, plus particulièrement sur le service Urgence Familles dont la vocation est l'accueil inconditionnel de ménages hébergés en hôtels.

Le projet du Grand Chêne est toujours actif et progresse doucement. Nous espérons en 2025 voir le chantier enfin lancé !

La dissolution et les résultats des élections législatives ont en revanche plongé l'ensemble des opérateurs d'action sociale dans de grandes incertitudes. L'absence de vote sur le budget de l'Etat a conduit à des reports de financement très importants. Le nouveau paysage gouvernemental a généré par ailleurs de très fortes inquiétudes sur les activités financées sur le Budget opérationnel 303 d'accompagnement des étrangers en demande d'asile.

Sur le dernier trimestre 2024 sont nées des inquiétudes sur la reconduction du dispositif Urgence Ukraine et surtout sur le dispositif HUDA pour lequel il semble que des diminutions de capacités soient envisagées.

La Vie Associative a été particulièrement dynamisée par le chantier de l'actualisation du Projet Associatif et le renforcement du Conseil d'Administration.

Une année de forte activité des services, de réflexion Associative et toujours...de projets

2024 a vu le gouvernement élargir le bénéfice de la prime SEGUR à tous les salariés de l'action sociale

# Règles et Méthodes Comptables

alors qu'elle était jusqu'au mois d'Aout réservée aux seuls salariés en présence avec les bénéficiaires plus de la moitié de leur temps de travail. Cet élargissement s'est doublé d'une rétroactivité au 1<sup>er</sup> Janvier 2024.

Malgré le caractère tout à fait officiel (Arrêté publié au JO) et impératif la Prime Segur est devenue un enjeu de discussion entre le Département qui finance le fonctionnement des MECS et l'Etat, le Département s'opposant au paiement de cette prime aussi longtemps qu'un accord de financement avec l'Etat n'aura pas été trouvé.

De fait, les opérateurs ont reçu l'instruction de ne pas payer cette prime aux Assistants Familiaux, injonction que La Caravelle a respectée jusqu'en fin d'année 2024. Le montant de prime non versée représente pour le seul exercice 2024 plusieurs dizaines de milliers d'euros. Les Asfam ont en fin d'année commencé à manifester leur impatience à voir les versements réalisés. Cette situation ne saurait perdurer et il est certain que l'Association la régularisera, avec ou sans l'assentiment du Département en 2025.

## Evènements significatifs postérieurs à l'exercice :

aucun évènements significatifs postérieurs à l'exercice

Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- logiciels informatiques : de 1 à 3 ans
- Brevets : 7 ans
- Agencements, aménagements des terrains : de 6 à 20 ans

## Règles et Méthodes Comptables

- Constructions : de 10 à 40 ans
- Agencements des constructions : 12 ans
- Matériel et outillage industriels : 5 ans
- Agencements, aménagements, installations : de 6 à 10 ans
- Matériel de transport : 4 ans
- Matériel de bureau et informatique : de 3 à 10 ans.
- Mobilier : de 5 à 10 ans

les immeubles acquis en 2024 ont fait l'objet d'un amortissement par composants, en appliquant au prix d'acquisition total les % de décomposition suivants :

- Terrain : 20%
- Toiture : 7%
- Installations générales : 10%
- Façade-etanchéité : 10 %
- Agencements : 15 %
- structure : 38%

### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Compte tenu de la fragilité financière des familles sur lesquelles l'association dispose de créances, l'association a décidé de poursuivre la provision intégrales des créances acquises et non réglées au 31/12/24 sur ses familles ce qui représente sur l'exercice 2024 une dotation nette de 17 905 € ( dotation 31 549 € reprise 13 644 € ).

### Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins au moins équivalente attendue de celui-ci.

Des prud'hommes sont en cours sur l'exercice 2024, avec des jugements rendus favorables à l'association, il n'y a pas eu de constatation de provisions pour risques en fin d'exercice sur les dossiers en cours.

### Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements à la clôture de l'exercice s'élève à 186 312 €



# Règles et Méthodes Comptables

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- Les droits accumulés en fin de carrière basés sur la convention collective
- Le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- L'âge de départ à la retraite : 64 ans
- Le taux de rotation du personnel par catégorie (taux faible)
- Le taux moyen d'augmentation des salaires (2%)
- Le taux d'actualisation retenu ( 3.20%)
- Le taux moyen des charges sociales pratiqué dans l'association (49.98%)
- La table de mortalité (INSEE 2018-2020)
- Méthode de calcul retenue ANC 2021

## Rémunération des cadres dirigeants :

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n° 2006-586 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

## Honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat s'élève à 19 680 €.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Etat des valeurs mobilières de placement :

SICAV BMM :

- valeur comptable : 2 500 315 €
- Valeur à la clôture : 2 518 223 €

## Engagements et sûretés réelles consenties :

- Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit :

## Règles et Méthodes Comptables

Montant des dettes au 31/12/2024 : 525 414 €

**Effectif moyen :**

- Cadres : 13
- Non cadres : 94



# Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	3 360					3 360
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 360					3 360
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	943 441		883 639			1 827 079
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	3 797		44 642			48 439
	Instal technique, matériel outillage industriels	91 781		2 000			93 781
	Instal., agencement, aménagement divers	304 965					304 965
	Matériel de transport	450 169		58 850			509 019
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	145 864		16 169			162 033
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	30 793		90 000			120 793
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 970 810		1 095 300			3 066 110
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations			514			1 413 685
	Autres titres immobilisés	46 840		126 709			173 549
	Prêts et autres immobilisations financières	102 459		8 936		10 837	100 558
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 562 470		136 160		10 837	1 687 793
TOTAL		3 536 640		1 231 460		10 837	4 757 263



## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	3 054	306		3 360
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 054	306		3 360
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	553 122	52 253		605 375
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement		725		725
	Instal technique, matériel outillage industriels	89 603	1 472		91 075
	Autres instal., agencement, aménagement divers	111 899	23 680		135 578
	Matériel de transport	337 527	56 325		393 852
	Matériel de bureau, mobilier	119 763	16 078		135 840
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 211 914	150 533		1 362 446
TOTAL		1 214 967	150 839		1 365 806



# Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	268 000			268 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	102 000			102 000
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>370 000</b>			<b>370 000</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	71 386	31 549	13 644	89 291
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>71 386</b>	<b>31 549</b>	<b>13 644</b>	<b>89 291</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>441 386</b>	<b>31 549</b>	<b>13 644</b>	<b>459 291</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			31 549	13 644	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					





# Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	614 685		614 685
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	100 558		100 558
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	268 456	268 456	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	10 964	10 964	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	133 422	133 422	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	73 696	73 696	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	56 029	56 029	
	Charges constatées d'avance	7 742	7 742	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>1 265 553</b>	<b>550 310</b>	<b>715 243</b>
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max à l'origine	1 257	1 257		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	525 415	45 997	122 766	356 651
	Emprunts et dettes financières divers	11 910	11 910		
	Fournisseurs et comptes rattachés	420 020	420 020		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	302 748	302 748		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	454 543	454 543		
	Impôts sur les bénéfices	8 325	8 325		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	125 376	125 376		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	34 713	34 713		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	82 740	82 740		
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>1 967 047</b>	<b>1 487 629</b>	<b>122 766</b>	<b>356 651</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice		500 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		28 119			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Annexe libre

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	à l'ouverture	augmentation	diminution	a la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 110 665	-		1 110 665
Fonds propres avec droit de reprise	-			
Ecart de réévaluation				
Réserves	1 703 996	250 995	-	1 954 991
Report à nouveau	393 083	- 68 710	-	324 373
Dépenses rejetées	- 19 437	- 5 730,0000	-	25 167
Dépenses opposables	4 303			4 303
Réduction des charges d'exploitation	286 919	94 600	98 830	282 689
Résultat sous contrôle des tiers financeurs	727 115	702 843	169 976	1 259 982
Excédent ou déficit de l'exercice	705 292	784 234	705 291	784 235
Situation nette	4 911 936	1 758 231	974 097	5 696 070

## Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Cf.état Subventions d'exploitation ILOT CHRS	787 193	832 500	787 193			832 500	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	<b>787 193</b>	<b>832 500</b>	<b>787 193</b>			<b>832 500</b>	

Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
-------------------------------------	--------------	------------	------------------------------------

Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	47 976		30 527	17 449
Autres subventions d'investissement				
<b>Montant nominal</b>			<b>30 527</b>	<b>17 449</b>
Quotes-parts virées au compte de résultat	34 406	861	30 627	4 640

47 377

## Produits à recevoir

		31/12/2024
<b>Total des Produits à recevoir</b>		<b>240 661</b>
<b>Autres créances</b>		<b>240 661</b>
<i>PRODUIT A RECEVOIR URSSAF MECS</i>	<i>133 422</i>	
<i>SUBVENTION A RECEVOIR</i>	<i>73 696</i>	
<i>PRODUIT A RECEVOIR</i>	<i>19 527</i>	
<i>BANQUE PRODUIT A RECEVOIR</i>	<i>14 017</i>	



## Charges à payer

31/12/2024

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>649 544</b>
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>		<b>1 257</b>
<i>INTERETS COURUS A PAYER</i>	<i>1 257</i>	
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>40 528</b>
<i>FOURN FACTURES NON PARVENUES.</i>	<i>40 528</i>	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>607 759</b>
<i>CONGES A PAYER</i>	<i>297 903</i>	
<i>ORG.SOC. CONGES A PAYER</i>	<i>152 183</i>	
<i>ORG.SOC. CHARGES A PAYER</i>	<i>52 918</i>	
<i>ETAT AUTRES CHARGES A PAYER</i>	<i>59 762</i>	
<i>FORMATION CONTINUE A PAYER</i>	<i>28 155</i>	
<i>EFFORT CONSTRUCTION A PAYER</i>	<i>16 838</i>	

## Annexe libre

### NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### SUBVENTIONS D EXPLOITATION

Nom organisme subvention neur	Motif	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant a percevoir N+1	Montant perçu d'avance N	Montant perçu d'avance N-1
DEP 13	ASELL	153 270	110 320	33 096	82 740	71 310
DEP 13	BERCEAU	86 604	86 604			
Préfecture	CADA	1 381 779	1 381 779			
Préfecture	CHRS	844 416	844 416			
Préfecture	CHUF	461 455	460 919			
Préfecture	CPH	666 446	666 446			
Préfecture	HUDA	910 438	910 438			
DEP 13	ILOT	832 500	832 500	-		
DEP 13	MECS	-	-			
Préfecture	MR GAMBETTA	149 468	149 468			
Préfecture	MR ST MARCEL	192 173	192 173			
ville	SIEGE	30 000	30 000			
DEP 13	OASIS	150 000	150 000			
Préfecture	URGENCE UKRAINE	84 184	84 184			
Préfecture	URGENCE UKRAINE	-	-			
Préfecture	URGENCE FAMILLE	1 770 459	1 770 459			
Préfecture	URGENCE FAMILLE	-	-			
Préfecture	CPH DE L ETANG	511 269	511 269			
Préfecture	SERV SUPPORT PSY	66 000	66 000			
DEP 13	action logement	67 671	67 671	40 600		
Préfecture	LE REBOND	52 168	52 168			
	<b>TOTAUX</b>	<b>8 410 299</b>	<b>8 366 813</b>	<b>73 696</b>	<b>82 740</b>	<b>71 310</b>

## Annexe libre

### ANALYSE DU RESULTAT

Catégories d'activité	Déficits	Excédents
MECS	244 066	
CHRS		17 709
CADA		43 516
MR GAMBETTA	5 084	-
MR SAINT MARCEL		17 055
ASELL	13 075	-
SIEGE		60 833
CPH		80 982
CHUF		4 923
ILOT	28 848	
BERCEAU	1 231	-
HUDA		48 555
OASIS		24 191
SERV URGENCE UKRAINE	69 184	-
MR LA TESE		
SERV URGENCE FAMILLE		672 381
CPH DE L ETANG DE BERRE		90 643
LE REBOND		9 757
SERVICE SUPPORT PSY		7 506
ACTION LOGEMENT		67 671
RESULTAT DE L EXERCICE	361 488	1 145 722
		784 234

### TABLEAU RELATIF AUX PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

#### DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS :

Sur opérations de gestion :

Sur opérations en capital : 2 361 €

#### DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES :

Sur opérations de gestion : 136 802 €

Sur opérations en capital : 6 340 €

RESULTAT EXCEPTIONNEL : -140 781 €